



Le Komintern et les paysans

par *Jean Vigreux*

The Comintern and the Peasants

The purpose of this article is to investigate the history of “rural communism” and its relationship with the Comintern (Communist International) during the inter-war period. Focusing on the creation of a specific branch, the Krestintern or International Peasant Center, this article seeks to analyze and understand the relationship between the Comintern requests and local responses. The idea of an agrarian reform was in fact able to align with the proposals carried out by multiple emancipation movements in different countries.

Keywords: Krestintern, Farmers, Peasants, Communist International (Comintern), Agrarian Reform, Political Program and Agrarian Theses, Politicization.

Cette contribution propose de souligner comment le monde paysan est convoité également par la nouvelle Internationale, non seulement dans des aspects tactiques de Front unique (en force d’appui), mais aussi d’un point de vue programmatique et surtout dans une optique de partage, de soif de terre et donc de réforme agraire qui caractérise aussi les sociétés rurales. Le monde rural continue son intégration au monde global, et des tensions qui en découlent, parfois des contradictions, il peut aussi faire partie du champ d’attraction du communisme.

Ainsi il s’agit de comprendre le processus de la politisation des sociétés rurales par le communisme, ce qui invite à prendre ses différentes dimensions : « politisation par le haut » dans le cadre d’une internationale centralisée et centralisatrice jusqu’à son entière stalinisation¹;

¹ Voir S. Wolikow, *L’Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, L’Atelier, Paris 2010.

« politisation par le bas » où le rôle des militants au village ou au hameau est fondamental pour comprendre l'implantation communiste. C'est ce double mouvement d'aller/retour entre le sommet et la base qui permet de comprendre au mieux cette question d'une politisation singulière. De surcroît, à ce jeu d'échelles important, il faut également prendre en considération un phénomène cumulatif, jouant sur les héritages, les re-visites du passé, sans oublier les conjonctures précises (les crises) et la capacité à proposer une alternative aux pouvoirs en place (tant local que national), et donc d'une politisation par la conflictualité, ce que Philippe Gratton nommait comme la « lutte des classes » à la campagne face à « l'agrarisme »². Après avoir rappelé les grandes phases et les structures mises en œuvre comme le Krestintern, il sera utile de porter un regard sur une analyse à l'échelle nationale avant de proposer des pistes pour une histoire sociale du politique par en bas.

Le Komintern et la question paysanne

Au II^e Congrès mondial du Komintern, les thèses agraires élaborées par Lénine sont mises en place; la question paysanne est analysée au prisme du poids du monde rural dans les sociétés européennes et mondiales, c'est-à-dire comme un allié potentiel où les facteurs sociologique et politique peuvent renforcer les mouvements révolutionnaires. Le communiste allemand Ernst Meyer présente le rapport où le rôle moteur est confié au « prolétariat industriel des villes, dirigé par le Parti communiste, [qui] peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers [...] »³. Dans cette perspective le Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) s'adjoit une commission agraire. C'est la première fois que Komintern se tourne vers les problèmes des petits paysans et ouvriers agricoles, notamment en Europe centrale et orientale.

Quelques années plus tard, la fondation d'une Internationale paysanne en tant qu'organisation de masse du Komintern souligne bien le souci de trouver des alliés à la Révolution; c'est le Krestintern ou Conseil

² P. Gratton, *Les luttes de classes dans les campagnes*, Éditions Anthropos, Paris 1971 et P. Gratton, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Maspéro, Paris 1972. Il s'agissait d'une réponse aux travaux de P. Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Armand Colin, Paris 1968.

³ Thèse sur la question agraire, Deuxième Congrès de l'IC cité dans *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les I^{er}, II^e, III^e et IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923)*, La Brèche-Celio, Paris 1984, p. 61.

Paysan International (CPI) qui doit servir à la formation d'organisations paysannes indépendantes dans tous les pays, et à se lier aux mouvements ou partis paysans existants, en tirant les leçons des événements tragiques de Bulgarie de juin 1923⁴. Cette fondation est en outre une réponse à la création de l'union paysanne internationale de Prague en 1921 (celle des agrariens conservateurs).

Le Krestintern propose la réalisation du « gouvernement des ouvriers et paysans »⁵. Dès lors, on mesure bien les aspects velléitaires ou volontaristes de l'IC, mais aussi sa difficulté d'appréhender clairement la question paysanne: s'agit-il d'un seul allié conjoncturel au moment d'un reflux de la vague révolutionnaire ou d'une dérive agrarienne, voire d'une déviation paysanniste?

Le 1^{er} congrès international paysan (ou conférence paysanne), a eu lieu à Moscou du 10 au 16 octobre 1923, en même temps que l'exposition agricole de l'URSS. L'acteur principal est Tomas Dombal, député du parti paysan polonais passé au Komintern. A ce congrès, on peut entendre différents militants paysans européens, dont le communiste français Marius Vazeilles, qui intervient sur le danger de guerre, ou encore du hongrois Varga sur la situation de la paysannerie dans les pays capitalistes, des soviétiques Teodorovic (sur la « révolution agraire en URSS »), et Lebedev (sur le mouvement coopératif paysan en URSS), de l'allemand Bittel sur le mouvement coopératif dans les pays capitalistes et enfin du polonais Dombal sur la relation entre paysannerie et classe ouvrière ainsi que l'organisation paysanne internationale.

Dans les archives conservées à Moscou, sur la constitution du Krestintern, on retrouve ce dessin original du fondateur de Thomas Dombal; il copie les affiches bolcheviques de 1917 à 1919. Sur le dessin, légendé en polonais, on peut voir l'ouvrier et le paysan.

Ce dessin sert de matrice aux symboles retenus pour les publications et le courrier officiel du Krestintern⁶; la fraternisation du monde

⁴ Voir G.D. Jackson, *The Green International and the Red Peasant International, a study of Comintern Policy towards the Peasant Movement in Eastern Europe, 1919-1930*, Thèse de Ph.D., Columbia, 1961, publiée sous le titre *Comintern and peasant in East Europe, 1919-1930*, Columbia University Press, New York 1966; A. Kriegel, *Note sur le Krestintern*, in P. Barral (dir.), *Aspects régionaux de l'agrarisme français avant 1930*, in "Le Mouvement social", LXXVII, 1969, pp. 163-7; J. Vigreux, *La faucille après le marteau. Le communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, PUFC, Besançon 2012.

⁵ CPI (Conseil paysan international), *1^{re} Conférence Internationale Paysanne, Thèses, messages et adresses*, Bibliothèque Paysanne Librairie de L'Humanité, Paris 1923.

⁶ The Russian State Archive of Socio-Political History (RGASPI), 535-2-156. En-tête du courrier du Krestintern. Extrait d'une lettre envoyée à Marius Vazeilles, octobre 1924.

Cette internationale paysanne se dote d'organes de presse édités en différentes langues (allemand, français, russe), participant à la phase agraire de l'Internationale sous l'égide de Boukharine.

Le Krestintern s'inscrit dans la « phase agraire » du Komintern (1924-1927), puis à partir de 1927, il s'agit de valoriser l'URSS. Au cours de cette période, on essaye aussi de justifier le mouvement de mise en place des coopératives agricoles en URSS, en les rattachant aux travaux du français Charles Gide; processus de légitimation qui conduit le Krestintern à approcher et contacter à plusieurs reprises le spécialiste du mouvement coopératif. Dans cette période d'ouverture, on agrège également à cette internationale paysanne le démocrate-chrétien Guido Miglioli, qui en devient l'un des principaux émissaires⁷.

N'oublions pas en arrière-plan, le débat Boukharine, partisan d'une ligne paysanne, avec Trotsky qui fait rage au sein du Komintern; Trotsky considère que cette ligne paysanne est un véritable ramollissement des partis communistes et du Komintern.

Dès lors, le Krestintern a plus un rôle informatif sur l'état du mouvement paysan dans les différents pays. En fait, le Krestintern connaît une mort lente du fait de la stalinisation de l'Internationale communiste; les débats Boukharine, Staline vont peser lourd sur sa survie. D'ailleurs, en mars 1928, Smirnov a été relevé de ses fonctions pour fait d'opposition, remplacé par Teodorovic, qui est à son tour remplacé par Kolarov en octobre 1930.

Date à laquelle le Krestintern est définitivement mis en sommeil au profit de l'Institut Agraire International qui valorise la politique stalinienne de collectivisation et de modernisation de l'URSS. Réduit à la défense du modèle soviétique et l'URSS, l'Institut agraire a une fonction d'agence de voyage et de promotion⁸, toutefois la crise économique, sociale et morale des années 1930, relance l'intérêt du Komintern pour la paysannerie face à la montée des partis agrariens ou au « champ magnétique » des forces réactionnaires ou fascistes.

⁷ Voir G. Miglioli, *Le village soviétique*, Librairie du Travail, Paris 1927; Id., *La collectivisation des campagnes soviétiques*, Institut agraire international, Moscou 1934; J. Vigreux, *Les journées rurales de Dijon en 1927: La Jeune République et les paysans*, in "Histoire et Société rurales", v, 1996, pp. 189-200.

⁸ R. Mazuy, *Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique (1919-1939)*, Odile Jacob, Paris 2002.

Les espaces nationaux: les sections du Krestintern

Au-delà d'une organisation affiliée au Komintern, le Krestintern ou Conseil paysan international est aussi une structure qui accueille à l'instar de la Troisième internationale des sections nationales.

Le Conseil paysan dans les Balkans

Les Balkans constituent pour le Krestintern un laboratoire, un champ d'investigation suscitant de grands espoirs. « Ceci résultait surtout du caractère paysan et multinational des pays balkaniques, spécialement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ultérieurement Yougoslavie, une section nationale, quoique faible, a été créée en Grèce »⁹. Il faut mesurer également les enjeux fonciers (la question de la propriété), mais aussi celle de sociétés majoritairement rurales. Le premier parti politique qui adhère au Krestintern est le Parti Paysan Républicain Croate (PPRC) dirigé par Stjepan Radic (1871-1928), républicain pacifiste marqué par la Première Guerre mondiale. En ce sens, il milite activement pour la création d'une « Fédération de l'Adriatique, des Balkans et du Danube » qui rencontre alors l'intérêt de l'Internationale communiste et du Krestintern. Au V^e Congrès de l'Internationale Communiste, le Parti communiste yougoslave est critiqué pour sa position trop étroite de l'auto-détermination des peuples et surtout pour le fait de ne pas considérer les paysans et les minorités nationales comme des forces révolutionnaires; c'est Filip Filipovic (1879-1938), ayant pour pseudonyme Boshko Boshkovitch au Krestintern qui sonne la charge. On salue alors la position du PPRC de Radic¹⁰.

Mais cette adhésion reste éphémère et Radic quitte rapidement le Krestintern. Dombal adresse aux paysans croates une circulaire condamnant la « trahison » de Radic¹¹, puis il le qualifie au sein du Krestintern de « caméléon politique », « de politicien habile et éveillé ». Au-delà de cet échec retentissant, on peut cependant voir avec intérêt que le PPRC a conquis plusieurs milliers d'adhérents grâce à des moyens de propa-

⁹ H. Cimek, *Wpływ Międzynarodowski Chłopskiej na Balkanach*, in "Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska, Lublin Polonia", LVII, 2002, p. 211 (Influence de l'Internationale Paysanne dans les Balkans). Je tiens à remercier vivement Kaja Jablonska, ancienne étudiante polonaise à l'antenne de l'Institut d'Études Politiques de Paris à Dijon pour son aide précieuse de traduction.

¹⁰ Résolution du v^e Congrès de l'IC sur la question des nationalités de l'Europe centrale et des Balkans, p. 6.

¹¹ RGASPI, 535-1-23.

gandé efficace, en envoyant « sur le terrain des agitateurs volontaires, qui se déplaçaient de village en village »¹².

En Bulgarie, le Krestintern n'obtient pas non plus les succès espérés. Ce pays, fortement rural, connaissant une bonne implantation d'une Union agrarienne appelée également l'Union Paysanne Populaire Bulgare (UPPB), ne se relève pas de la répression de 1923.

En Grèce, il existe depuis 1924 un « Parti Communiste Grec à la campagne » qui entre au Krestintern en 1926. Mais ce n'est qu'en 1927, au moment fort de l'activité boukharinienne que le parti grec en relation avec le Krestintern se dote d'une section agraire liée à son comité central et lance un organe bi-hebdomadaire intitulé "Association Paysanne"¹³. Les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances du Krestintern; en mars 1928, on compte seulement 732 membres dans une organisation grecque de « Paysans-communistes »...

2.1. Conseil paysan et communisme en Italie

En Italie, le socialisme a permis de renforcer la politisation des campagnes ; et ce dans un double mouvement, aussi bien d'une adhésion, dont les communistes sauront tirer profit (c'est la fameuse question des héritages, soulignée par Marc Lazar)¹⁴ ou alors d'un combat contre les « partageux » renforçant le poids des forces conservatrices. Le Parti Socialiste Italien (PSI), comme l'a très bien montré Maurizio Ridolfi, devient une force importante au lendemain de la Grande Guerre; il compte près de 200.000 adhérents, il a un tiers des députés (177 sièges) et contrôle 2.000 municipalités et 26 conseils provinciaux. La culture politique de défense des *braccianti*, au sein de la Federterra, a porté ses fruits. L'émancipation paysanne devient un référentiel du discours socialiste, auquel s'ajoutent l'idée du « bonheur pour tous », fondée sur des solidarités réelles, et une éventuelle réforme agraire; un horizon qui trouve sa concrétisation par les occupations des terres et par la sociabilité du « municipalisme » socialiste. Ainsi, pour de nombreux acteurs politiques, il faut s'emparer des « exclus de la terre ».

Le socialisme, en ce début des années 1920, est véritablement à la conquête des terroirs italiens (Emilie, Ombrie, Toscane, Vénétie, plaine du Pô, etc.); « au centre de ces forces se retrouvent la «municipi-

¹² Cimek, *Wpływy Międzynarodowski Chłopskiej na Balkanach*, cit., p. 213.

¹³ Tirage à 4 500 puis 3 500 exemplaires.

¹⁴ M. Lazar, *Maisons rouges. Les pc français et italien de la Libération à nos jours*, Aubier, Paris 1992.

palité rouge», la maison du peuple, les coopératives de production et de consommation, ainsi que la Ligue de résistance »¹⁵. Toutefois, le parti est coupé en deux, entre un courant radical et maximaliste et une tendance plus réformiste. Les tenants de la première option reprochent aux seconds de ne pas avoir su profiter de la situation révolutionnaire de 1919-1920 et fondent le Parti Communiste d'Italie (PCd'I).

Gramsci a analysé la situation liée aux agitations révolutionnaires paysannes et leur répression en ces termes: « Comment un paysan qui a vu son village envahi par des bandes armées, les maisons incendiées, ses amis et ses camarades massacrés, bâtonnés, torturés, peut-il se dire 'socialiste', etc... »¹⁶. Cette analyse, teintée d'optimisme, souligne toutefois les enjeux d'une politisation liée à la violence et à la nécessaire réforme agraire.

L'implantation du Krestintern en Italie se fait dans une situation paradoxale; les luttes agraires de l'immédiat après-guerre hantent encore les esprits alors que les fascistes arrivent au pouvoir. On réédite "Il Seme"¹⁷, tombé en désuétude qui devient l'organe de la branche italienne du Krestintern, fondée en août 1924, sous l'impulsion conjointe de Ruggero Grieco et Giuseppe Di Vittorio. Elle prend le nom d'Association nationale pour la défense des paysans pauvres. Surtout cette organisation est rejointe par un député de l'aile gauche du Parti populaire, Miglioli, aussitôt expulsé du Parti populaire et exposé aux poursuites des fascistes.

Mais il existe encore une lutte acharnée avec les « réformistes » de la Federterra. Au-delà des querelles profondes au sein du mouvement ouvrier, il est certain qu'en cette période de reflux révolutionnaire et surtout de l'implantation fasciste en Italie, les communistes observent avec bienveillance l'orientation des petits partis paysans ou partis nationaux, comme le Parti des paysans, le Parti Sarde d'action ou le Parti Slovène. Si les communistes italiens notent des progrès et des succès pour l'implantation de l'Association nationale pour la défense des paysans pauvres, elle subit de plein fouet la répression fasciste.

Elle fut dissoute en Sicile, dans l'Apulie et dans d'autres régions; ses partisans furent arrêtés et persécutés de toutes les manières. La loi des associations promulguée en mai 1925, et prescrivant le dépôt à la police

¹⁵ G. Crainz, *Cultures et mouvements paysans: quelques observations comparatives*, in "Histoire et Sociétés", XIII, 2005, p. 33.

¹⁶ "L'Ordine Nuovo", 28 juillet 1921.

¹⁷ Bimensuel, il tirait à 5 000 exemplaires. *Communiqué de la section d'agitation et de propagande de l'IC, «Le travail courant du PC italien»*, in "La Correspondance internationale", VIII, 1925, p. 63.

des statuts et de la liste nominale des fonctionnaires et des membres, ainsi que la remise de toutes les communications concernant l'organisation et l'activité de l'Union à chaque demande des autorités, pesa lourdement sur l'organisation du prolétariat. Elle fut utilisée également pour combattre les organisations des campagnes.

Cette implantation parsemée et très localisée¹⁸ traduit également le poids du PSI et de la puissante Federterra qui gardent leur hégémonie sur le mouvement paysan progressiste. Paradoxalement, l'Association nationale, qui est obligée de travailler illégalement, se fortifie de plus en plus et mobilise la classe paysanne en vue de la lutte décisive contre le fascisme¹⁹. Cet embryon d'un communisme rural souligne bien les enjeux nationaux liés à la soif de terres, mais aussi la lutte contre l'entreprise totalitaire fasciste; ces niches de résistance témoignent d'une culture du refus qui va nourrir la lutte antifasciste au cours de la Seconde Guerre mondiale et qui permet également de comprendre l'implantation de masse du PCI après 1945, en s'appuyant sur le modèle de conquête socialiste ou de « conquête rouge » lié à la gestion des municipalités.

2.2. Conseil paysan en Allemagne : un autre modèle ?

Le Parti Communiste Allemand (KPD), élève modèle du Komintern jusqu'aux heures tragiques de 1933, développe une approche spécifique du monde rural. Le monde paysan est toujours mis en scène avec le monde ouvrier, comme si l'exaltation de la modernité et de la révolution ne peut être que l'apanage du prolétariat urbain; le monde rural n'étant qu'une force d'appoint, subordonné au prolétariat urbain. En ce sens, le KPD a hérité de la culture du Parti Social Démocratique Allemand (SPD) pour qui les ruraux n'étaient que des forces conservatrices soumise aux agrariens.

Ici ou là, en fonction également d'une conjoncture spécifique, on peut mesurer un embryon de culture communiste. Une affiche éditée par le KPD dans le Wurtemberg au début des années 1920 correspond à cette pratique plaquée sur la réalité locale qui montre ses limites. On est loin de réussir comme ailleurs en Europe une implantation forte. Sur cette affiche, l'ouvrier, idéalisé et stylisé dans une esthétique d'avant-garde, « guide » le paysan, également présenté « sous les traits d'un pro-

¹⁸ Voir en particulier E. Mazzocchi, *Lotte politiche e sociali nel Lazio meridionale. Storia della Federazione del PCI di Frosinone (1921-1963)*, Carocci, Roma 2003.

¹⁹ A.L. Drobinski, *Le mouvement paysan en Italie et le fascisme*, in "La Correspondance internationale", 1925, 117, p. 999.

létaire », pour proposer un monde meilleur. On rejoint là directement le modèle communiste soviétique dans le cadre d'une importation des canons de la propagande par l'affiche²⁰, même si les caractères gothiques évoquent une autre culture.

(Affiche de Malsov, 1920, collection particulière)



Cette affiche qui symbolise la fraternisation, mais aussi la domination du prolétariat urbain sur le prolétariat rural, permet aussi en partie de comprendre la naissance de cellules rurales en Allemagne; la plupart du temps, ces cellules sont parrainées par une cellule urbaine proche. Dans cette culture marquée par la bolchevisation, le KPD, suivant à la lettre les consignes du Komintern, met sur pied sa structure nationale, adhérant au Conseil Paysan international au moment où la crise de 1924 réveille les tensions locales; en Bavière en particulier avec L'Union fraternelle des agriculteurs, fermiers et colons qui adhère au conseil paysan international. Cette union envoie un mémorandum au Reichstag qui dépeint la «situation misérable des petits paysans et des fermiers» et propose des mesures nouvelles pour protéger le fermage, le crédit en

²⁰ V.E. Bonnel, *Iconography of Power. Soviet Political Posters under Lenin and Stalin*, University of California Press, Berkeley 1997.

recourant au tarif douanier. En juin 1924, cette branche allemande du Krestintern se réorganise et se dénomme la Fédération nationale des petits paysans.

Ces efforts restent sans véritables lendemains, même si dans certaines municipalités rurales pointent des élus communistes, comme Ernest Putz²¹. Ce n'est qu'en 1930 et 1932, à la faveur des congrès paysans européens organisés sur les tensions sociales liées à la crise économique de 1929, qu'une nouvelle activité peut être perçue grâce au travail de Putz. Ce dernier est mort dans des conditions tragiques en septembre 1933 dans les prisons hitlériennes.

2.3. Ailleurs : Asie et Amérique

Ses résultats mitigés soulignent les enjeux variés liés aux différentes situations nationales, même si en Asie, avec le rôle prépondérant d'Ho-Chi-Minh, en Amérique latine avec la lutte acharnée des « paysans sans terre »²², ou encore aux États-Unis d'Amérique, le Krestintern a pu connaître quelques heures de gloire. Aux États-Unis d'Amérique par exemple, « les petits fermiers ont fondé le Farmer-Labour Party, qui s'est radicalisé en se rapprochant des communistes, imprégné de l'idée de la création d'un gouvernement ouvrier et paysan ». Cette organisation affiliée au Krestintern a pu connaître un certain poids dans des régions particulières comme en Alberta ou au Saskatchewan, comme le laisse supposer un dépouillement rapide des archives concernant le Parti Communiste des États-Unis (PCUSA)²³.

²¹ Voir J. Droz, J. Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, l'Allemagne*, Les Éditions Ouvrières, Paris 1990.

²² F. Zapata, *Latin America and the Comintern: 1919-1934*, in "Foro Internacional", iv, 1988, pp. 834-7; H. Szlajfer, *Review essay: Latin America and the Comintern: An interesting book with many mistakes*, in "Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe", xlv, 1989, pp. 111-8; E. Ching, *In Search of the Party: The Communist Party, the Comintern, and the Peasant Rebellion of 1932 in El Salvador*, in "Americas: A Quarterly Review of Inter-American Cultural History", ii, 1998, pp. 204-39; L.S. Jeifets, V.L. Jeifets, P. Huber, *La Internacional Comunista y América Latina, 1919-1943. Diccionario biográfico*, Institute pour recherches du communisme-Instituto de Latinoamérica de la ACR, Genève-Moscou 2004.

²³ D. Hallas, *The Comintern*, Bookmarks, London 1985, en particulier le chapitre 5, *Left Oscillation, Right Turn 1924-1928*; L.K. Dyson, *The Red Peasant International in America*, in "Journal of American History", iv, 1972, pp. 958-73; N. Fine, *Labor and Farmer Parties in the United States 1828-1928*, University of California Press, Berkeley 1982; D. Monod, *The Agrarian Struggle: Rural Communism in Alberta and Saskatchewan 1926-1935*, in "Histoire sociale/Social History", xxxv, 1985, pp. 99-118; RGASPI 515/1.

L'affaiblissement du Krestintern fait partie du processus d'affaiblissement des organisations liées à l'IC, Le Krestintern laisse la place à d'autres organismes comme l'Institut agraire international (IAI.) Il s'agit d'un double mouvement, la fin de l'Internationalisme comme organisation ou parti mondial de la Révolution, avec la stalinisation (en gros l'héritage organisationnel disparaît), mais en même temps on a un repli sur son terrain, son espace ou son territoire (défendre l'URSS et son modèle) qui de fait correspond à la définition de Staline des 2 mondes, monde capitaliste et monde socialiste, qui émerge au même moment.

Cela renvoie aussi à une double lecture, à une interprétation croisée entre politique européo-centrée et politique internationaliste, doublée par la question du Parti-État et de l'Organisation internationale.

Dans ce jeu d'échelle, de l'internationale au national, il faut aussi prendre en considération le local.

De l'importance d'une histoire par en bas ou le retour du local

Toutefois derrière ces logiques ou enjeux nationaux et internationaux, il faut envisager le local. C'est l'une des interprétations pour la France où l'ensemble ne sera pas présenté²⁴, mais souhaite inviter à ce type de comparaison à l'échelle internationale. Le syndicat dans le canton de Liernais adhère au Krestintern.

C'est un syndicat local de paysans travailleurs qui comprend 18 adhérents (5 à Marcheseuil, 13 à Brazey-en-Morvan)²⁵. L'initiative de cette implantation revient à Pierre Tixier et Paul Leblanc qui ont organisé, le 25 avril 1926, une réunion-banquet de paysans travailleurs, salle Digoix à Marcheseuil, avec des paysans propriétaires (micropropriété, mythe de la démocratie rurale du modèle républicain). Là encore on mesure la tradition du banquet républicain qui reste forte dans le Morvan, s'appuyant sur une pratique ancienne républicaine, puis radicale²⁶; le PCF reprenant alors les moyens «classiques» de la conquête des masses rurales. Il s'agit donc d'une nébuleuse syndicat-parti-CPF (Conseil Paysan Français) qui permet de comprendre au niveau local les différents aspects de cette politisation; les réseaux sont multiples, parfois concurrents, mais ils

²⁴ Vigreux, *La faucille après le marteau*, cit., pp. 229-95.

²⁵ RGASPI 517-1-605, CPI syndicats agricoles.

²⁶ Brazey-en-Morvan est l'une des premières municipalités progressistes du canton, dirigée par des radicaux. Voir M. Vigreux, *Paysans et notables du Morvan au XIX^e siècle jusqu'en 1914*, Académie du Morvan, Château-Chinon 1998, pp. 536, 562.

donnent une clef de compréhension pour cette implantation. Ailleurs la cellule parle en patois et garde les surnoms des adhérents.

Au moment du Front populaire, le local est aussi une clef d'entrée, non seulement par les votes (élections municipales, cantonales ou législatives), mais aussi par les luttes contre les saisies²⁷ ou les grèves du prolétariat rural encore nombreux dans les années 1930, avant la mécanisation importante de l'après 1945 et surtout des années 1960. Au cours de l'été 1936, puis de l'été 1937, les ouvriers du monde rural, comme les ouvriers viticoles du Midi, les bûcherons du Centre ou les moissonneurs du Bassin parisien se mettent également en grève: « quel spectacle que toutes ces fermes des régions de grande culture, bassin parisien et nord, où les gros patrons se considéraient comme des seigneurs, avec un piquet de grève sous le grand portail, sur lequel flottait le drapeau rouge »²⁸.

Avec un socialiste ministre de l'agriculture (Georges Monnet), un communiste président de la commission d'agriculture de la Chambre des députés (Renaud Jean), l'espoir gagne les éléments les plus progressistes du monde rural. Dès lors, les ouvriers agricoles de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (FNNTA), affiliés à la Confédération Générale du Travail (CGT) réunifiée, s'emploient à demander la limitation du temps de travail à 9 heures par jour (en moyenne), un réajustement des salaires, la reconnaissance du droit syndical, les congés payés. En fait, ils demandent une certaine égalité des droits entre ouvriers des champs et ouvriers des villes: c'est le « droit au bonheur pour tous ». Au congrès de leur fédération de juin 1936, ils demandent: « La réduction des heures de travail; des meilleures conditions d'hygiène, nourriture, couchage, etc.; le repos hebdomadaire; augmentation des salaires, les Congés payés, etc. ». Ils se dotent d'un journal "Le Paysan" (août 1936) et surtout se battent pour obtenir des conventions collectives. La première vague de grève a eu lieu dans l'Aisne, la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise. Dans l'Aisne, plus précisément dans la région de Saint-Quentin, c'est au départ un mouvement sporadique entre le 18 et le 27 mai. Même « les vachers, les bergers et les domestiques de Fonsommes et Croix-Fonsommes se sont mis en grève le 19, sans émettre de revendications en particulier, demandant simplement l'intervention de M. Mennequier, député SFIO de la 2^e circonscription de Saint-Quen-

²⁷ J. Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Tallandier-Texto, Paris 2022.

²⁸ *Histoire du mouvement syndical des ouvriers agricoles, forestiers et similaires*, brochure CGT, novembre 1952 (publiée à l'occasion du cinquantenaire de la FNNTA).

tin, nouvellement élu »²⁹. Dès la fin mai, un conflit marque les esprits, dans la Seine-et-Oise, celui de Tremblay-les-Gonnesse où les grévistes tiennent des piquets de grèves devant le portail de trois fermes³⁰.

Dès le 15 juin, ils obtiennent satisfaction avec une augmentation de 10 à 20% de leurs salaires, la journée de 10 heures et l'égalité des droits entre ouvriers agricoles français et ouvriers étrangers. A la louée de la Saint-Jean, les salariés de la Beauce se mettent en grève, mais reprennent vite le travail.

La deuxième phase des grèves agricoles prend appui sur l'accord Matignon pour obtenir les mêmes droits que les ouvriers des industries. Le mouvement s'étend au cours de l'été 1936 dans l'Oise, la Somme et à nouveau en Seine-et-Marne et dans l'Aisne. La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (FNNTA, affiliée à la CGT) met toutes ses forces dans la bataille. On assiste alors à « l'explosion sociale » dans toutes les régions de grandes cultures, à la fin juillet au moment des moissons; plus de 4.000 salariés agricoles sont en grève en Seine-et-Marne et Jean-Claude Farcy estime que le mouvement dans ces pays de grandes cultures a pu concerner plus de 10 000 salariés agricoles³¹, ce que confirment effectivement les archives de police et la presse de l'époque³². Une telle mobilisation importante au niveau régional, semble plus faible au regard de l'importance du salariat agricole dans le pays en 1936³³, mais des études plus précises et plus locales doivent être encore réalisées.

²⁹ F. Stévenot, *Debout les damnés de la terre. Les grèves agricoles dans l'Aisne 1936-1937*, in "Mémoires de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne", xxxvi, 1991, pp. 145-68.

³⁰ P. Gratton, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Maspero, Paris 1972, p. 183.

³¹ J.-C. Farcy, *Les grèves agricoles de 1936-1937 dans le Bassin parisien*, in R. Hubscher, J.-C. Farcy (dir.), *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*, Créaphis, Paris 1996, p. 309.

³² Sur ces grèves rurales voir Archives nationales, AN F/7/14878: entrave à la liberté du travail (Seine-et-Oise) (1936); Incidents survenus à Toury (Eure-et-Loir) à la suite d'une grève des ouvriers de la sucrerie (1936-1937); Archives nationales du monde du travail (ANMT) Roubaix, Grèves (cote : 2002 26 93); Archives nationales d'outre-mer (ANOM), 91/1 K1-1300: grèves du Front populaire (département d'Alger); "Journal Officiel", Chambre des députés, débats, séance du 3 juillet 1936; Archives départementales (AD) Eure-et-Loir, 10 M 26, rapport du sous-préfet de Dreux au préfet, 17 juillet 1936; 10 M 26, rapport de gendarmerie du 21 juillet 1936; Archives Départementales Oise, 10 M – MpP 4285, lettre du 15 juillet 1936; Archives Départementales Aisne, 1 M 22, lettre de grévistes à M. Le préfet de l'Aisne, 6 juillet 1936; Gallica et Retronews pour la presse (citons entre autres : *À propos de la grève générale – Une mise au point*, in "Rouge Midi", 17 juillet 1936 ; "Le Populaire", 2 juillet 1936 ; *La louée des domestiques, barbare survivance de temps révolus*, in "Le Populaire", 2 juillet 1936).

³³ On estime le nombre d'ouvriers agricoles à 1 559 000 (chiffres de l'Institut national de

“L’Echo de Paris”, qui prend peur de cette agitation paysanne, titre le 21 juillet 1936 *Des grèves agricoles ont éclaté en Ile-de-France* et donne la parole à Dorgères: «M. Dorgères nous déclare que les paysans sont décidés à défendre leurs droits» et le leader paysan de poursuivre:

dans cinquante ou soixante communes, on a vu ce matin les ouvriers agricoles refuser de se mettre au travail. En Seine-et-Oise, il y a la grève à Goussainville, Puiseux, Villepinte; dans l’Oise, on nous a cité: Nanteuil-le-Haudoin, Chèvreville, Oignes, Brégy. Il y a également grève dans les régions de Saint-Quentin et Laon; autour de Soissons, dix-sept fermes ont cessé le travail. Une grève agricole, au moment de la moisson, revêt un caractère autrement grave qu’une grève industrielle. Ne pas moissonner, c’est laisser perdre tout le fruit du travail et des dépenses d’une année entière [...] Nous sommes également décidés à chasser les meneurs étrangers à la région [...].

Les menaces sont explicites et très précises: « M. Léon Blum, en ne faisant pas évacuer les usines, a mis la légalité en vacances; nous ne nous soucierons plus de cette légalité. Le “Front populaire” réclame notre dissolution; si le décret est pris, nous n’en continuerons pas moins à agir ».

Quelques grévistes ont alors recours à d’autres formes d’action radicale. A Chambry, les ouvriers agricoles en grève décident de ne plus nourrir et soigner le bétail et s’enferment dans les écuries. Le propriétaire, aidé par d’autres patrons, prend d’assaut sa propre ferme. Il faut alors l’intervention des gendarmes et du préfet pour qu’un accord soit trouvé³⁴.

Les meetings, organisés par les militants (syndicalistes) de la CGT ou les militants (politiques) de la SFIO et du PCF, soulignent la volonté de rester dans la légalité républicaine. Il faut prendre appui sur les accords Matignon pour obtenir de nouveaux droits; les préfets sont mis à contribution, tout comme les députés. Georges Monnet, député socialiste de l’Aisne, devenu ministre, montre l’exemple comme négociateur dans son département. Il donne également des consignes précises à tous les préfets, afin qu’ils participent aux négociations, rappelant avec détermination que « le gouvernement veut apporter une solution au problème si grave que posent les revendications des ouvriers agricoles [...] » et surtout « au moment où l’on a consenti, à juste raison, aux travailleurs de l’industrie et du commerce une amélioration de leurs conditions de

la statistique et des études économiques ou INSEE : Baudoin Seys, *L’évolution sociale de la population active*, in “INSEE Première”, CDXXXIV, 1996, p. 2).

³⁴ “Le Courrier de l’Aisne”, 1^{er} juillet 1936.

vie, il est de stricte justice que les ouvriers agricoles qui, souvent, vivent dans une situation plus défavorisée que leurs camarades des villes, voient améliorer leurs salaires et leurs conditions d'existence »³⁵.

La peur du rouge est de retour. Les grands propriétaires, les dorgéristes et une partie de la presse dénoncent avec force « les militants étrangers » qui viennent apporter le désordre dans les villages, drapeau rouge en tête, chansons révolutionnaires au son de l'accordéon. Les articles ou les discours évoquent même le rôle des « pétroleuses », jouant dans les campagnes le refrain entendu en 1871. Lors du débat sur l'Office du blé, début juillet 1936, le député de la fédération républicaine du Pas-de-Calais, François de Saint-Just, qui apporte la contradiction au gouvernement, s'en prend aux « bandes » dirigées par des « meneurs étrangers à la commune et souvent même à la profession agricole [...] c'est une sorte de terreur qui s'est exercée sur nos régions »³⁶. Il se plaint à plusieurs reprises, dans les débats, des désordres qui s'étaient produits dans le Boulonnais et le Calaisis. Il fut même victime en sa qualité de maire d'Ardres d'une séquestration lors des occupations de fermes. Pour lui, comme d'autres, ce sont des atteintes inadmissibles à la propriété et à la liberté du travail que le gouvernement doit faire cesser.

Cette irruption des campagnes dans les grèves a des répercussions importantes au sein des organisations traditionnelles qui encadrent le monde agricole. Les titres de la presse de droite rappellent ceux qui étaient employés lors des occupations d'usines: *Les cultivateurs sont décidés à user de la force pour sauver leurs moissons; On demande des volontaires pour l'agriculture; Des cultivateurs vont aux champs avec leurs fusils; Les agriculteurs ne céderont pas à la contrainte; La CGT veut affamer le pays*. Dans ce contexte tendu, le responsable de la CGT, André Parsal, écrit à Léon Blum pour expliciter le point de vue des grévistes et dénoncer les provocations des propriétaires terriens: « cela vous permettra également d'apprécier les responsabilités d'un conflit éventuel que nous sommes résolu pour notre part, tout en défendant les intérêts de nos corporants, à tout faire pour éviter »³⁷. Léon Jouhaux envoie même un télégramme le 20 juillet 1936 à la fédération de l'Aisne pour appeler au calme.

Ces grèves des moissons rencontrent l'hostilité farouche de Dorgères et de ses Chemises vertes qui organisent le coup de poing contre

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ Discours cité par Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2022 (coll. Texto), pp. 148-149.

³⁷ Cité par Jean Vigreux, *Le Front populaire*, Paris, PUF, QSJ ?, 2011, p. 57.

les « rouges » et encadrent les « volontaires de la moisson », afin de protéger les grands propriétaires contre les grèves. Il s'agit aussi pour Dorgères et les siens de contenir la « ceinture rouge » par une « ceinture verte » pour maintenir l'ordre dans les campagnes... Ainsi, Renaud Jean, le responsable communiste de la Confédération Générale des Paysans Travailleurs (CGPT), mais aussi député de Marmande, a été victime d'une agression de la part des hommes de Dorgères et de Pointier (président de la Confédération des producteurs de blé) le 26 juillet 1936 à Yvetot (Seine-Inférieure). Tout au long de l'été 1936, et même du Front populaire, dans les rangs des troupes de Dorgères, on dénonce les « socialo-communo-cégétistes ».

Les grévistes obtiennent satisfaction par la mise en place de contrats grâce à la signature de conventions collectives départementales (23 juillet pour la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise et 29 juillet pour l'Aisne) qui doivent être renégociées l'année suivante. Ces conventions reconnaissent une augmentation des salaires, une fixation des horaires de travail (8 heures l'hiver et 10 heures l'été), un jour de repos hebdomadaire, les congés payés, des améliorations sur le logement et la nourriture, la garantie du droit syndical et l'égalité de traitement pour les ouvriers étrangers, nombreux dans ce secteur. À Antibes, les salariés de Vilmorin se mettent en grève du 6 au 15 juillet et obtiennent satisfaction. Le Midi viticole, maraîcher et fruitier est aussi touché à l'automne 1936 par les grèves, mais plus sporadiquement.

Les événements tragiques de Toury, en novembre 1936, montrent également les violences à la campagne³⁸. Des ouvriers de la sucrerie en grève connaissent les repréailles de paysans excités par les agrariens et un discours xénophobe³⁹. Ici, « le capitalisme agraire, sous sa forme classique, grandes exploitations céréalières et betteravières », telles qu'elles existent en Brie, « a une caractéristique originale: il engendre et reproduit ses patrons, mais non ses prolétaires. Ceux-ci sont recrutés d'abord au sein de modes techniques et sociaux de production en décomposition: les paysans tisserands chassés par le machinisme de leurs Flandres natales, les bouviers expulsés ou fuyant les communautés de laboureurs du Morvan qui finissent d'être dissoutes par la plus forte pénétration du marché, remplacent les travailleurs locaux, petits prolétaires ou non, par-

³⁸ Archives Nationales, (AN), Police Générale (F7) 14781: incidents survenus à Toury (Eure-et-Loir) à la suite d'une grève des ouvriers de la sucrerie.

³⁹ Voir E. Lynch, *Toury: une grève à la campagne sous le Front populaire*, in "Vingtième siècle", LIX, 2000, pp. 79-93.

tis se salarier dans l'industrie parisienne ou locale. Les courants de main-d'œuvre et les formes de recrutement furent modifiés après la Première Guerre mondiale, mais non leurs caractéristiques essentielles: Polonais et Tchécoslovaques provenaient également de sociétés paysannes »⁴⁰, tout comme les ouvriers kabyles victimes des représailles lors de ce mouvement. « Incapable d'engendrer son propre prolétariat, le patronat est tout aussi incapable de retenir celui qu'il reconstitue: le niveau du salaire est attrayant pour les nouvelles recrues, répulsif pour ceux qui connaissent les conditions de vie et de travail hors de l'agriculture. Recrutés par les grands exploitants, les migrants finissent toujours par rejoindre l'industrie »⁴¹. La fuite est donc le moyen essentiel d'améliorer ses conditions de vie qu'utilise le salarié agricole.

Le temps des grèves ouvrières ou paysannes révèle et aiguise une tension sociale et politique, voire culturelle, assez forte. Pour une partie de l'opinion, il s'agit d'un mouvement de désordre et de chaos, qui s'en prend au droit de propriété, réactivant les peurs des partageux: ce qui choque une partie de l'électorat classique des radicaux, les classes moyennes et qui contribue au reclassement politique. De l'autre côté, ce mouvement social est légitime, induisant le droit au « bonheur pour tous »...

Toutefois, il ne faut pas limiter l'approche des conflits sociaux à cette séquence du printemps et de l'été 1936; les grèves qui resurgissent à l'automne ou l'hiver 1936, puis 1937, s'insèrent dans cette temporalité. En octobre 1936, aux usines Renault, les syndicalistes de la CGT refusent les élections des délégués ouvriers, telles qu'elles ont été préparées par la direction de l'usine et s'emparent des urnes. La grève générale des métallurgistes de la région de Lille en novembre 1936, liée au renvoi d'un délégué syndical, mais aussi la grève des dockers de Bordeaux au même moment, sans oublier le conflit des mines de La Clarence à Béthune⁴², soulignent que le climat est encore tendu. En revanche, les issues des conflits ne sont plus victorieuses. « Les métallos du Nord, demeurés seuls, s'inclinent, après 53 jours de grève : les salaires sont augmentés de

⁴⁰ D. Ponchelet, *Ouvriers nomades et patrons briards. Les grandes exploitations agricoles dans la Brie, 1848-1938*, Thèse de sociologie, Paris X Nanterre, 1987, 2 vol.

⁴¹ Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Paris, Tallandier 2022 (coll. Texto), p. 151.

⁴² Trois ouvriers appartenant à la CFTC ont été empêchés de descendre dans la mine par des délégués de la CGT. La grève est alors déclenchée, mais elle ne dure pas, les délégués des mineurs sont intervenus et la direction des mines rappelle la liberté syndicale inscrite dans les accords Matignon.

9 %, les journées de grève ne sont pas payées. Surtout le licenciement d'Emile Meyer est maintenu »⁴³.

Au cours de l'été 1937, les grèves des ouvriers agricoles qui veulent renégocier les contrats connaissent également une autre issue. La fermeture patronale est de mise, Jean-Claude Farcy évoque à juste titre la « réaction patronale ». Cette fois-ci, grâce à Dorgères, les propriétaires reçoivent des « volontaires de la moisson »; il n'y a plus l'effet de surprise de l'été 1936. Les convois, encadrés et protégés par les gendarmes, sont parfois attaqués par les grévistes, comme dans l'Aisne à Seraucourt où l'autobus des volontaires reçoit une volée de pierres. Ailleurs, on assiste à des bagarres. Mais les volontaires ayant fait les moissons, les enjeux de la grève n'ont plus le même écho. Le rapport de force a changé de nature et les négociations n'aboutissent pas. Ce qui laisse un peu partout un goût amer et de nombreux ouvriers agricoles sont même licenciés et certains renvoient leur carte syndicale par dépit... Dans le midi, la poussée revendicative atteint son apogée au printemps et à l'automne 1937, au cours de la récolte des fruits et des vendanges; toutefois les contrats collectifs signés dans la hâte ne sont pas toujours honorés par le patronat⁴⁴. On peut également signaler les grèves des ouvriers agricoles « indigènes » en Oranie entre février et avril 1937 à Sidi-Bel-Abbès, Mostaganem ou plus au sud à Tlemcen⁴⁵.

Conclure

Le national et le local sont fondamentaux dans cette implantation communiste dans le monde rural, non seulement dans les structures agraires et le rapport à l'exploitation de la terre qui est cultivée (zones de grandes propriétés ou de micro propriétés, zones de fermages et de métayages, importance ou non du prolétariat rural...), sans négliger le rapport à l'URSS et son modèle.

Afin d'illustrer ce propos, l'épisode des kolkhozes en Corse en 1943 est révélateur des enjeux sociaux, culturels et politiques à l'œuvre. Dans cette affaire, datant de la Libération de la Corse, des militants commu-

⁴³ P. Broué, N. Dorey, *Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938)*, in "Le Mouvement social", LXXIV, 1966, p. 111.

⁴⁴ Y. Rinaudo, *Ouvriers agricoles provençaux en grève 1890-1939*, in R. Hubscher, J.-C. Farcy (dir.), *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*, Créaphis, Paris 1996, pp. 281-301.

⁴⁵ C. Marynower, *L'Algérie à gauche (1900-1962). Socialistes à l'époque coloniale*, PUF, Paris 2018.

nistes insulaires avaient créé des fermes collectives. Les dirigeants communistes, alors à Moscou, avaient réagi vivement: « selon l'information que nous avons reçue, un membre de l'assemblée consultative de Corse à Alger, Giovoni, organise des kolkhozes expérimentaux en Corse. Vu cette situation, je voudrais vous prier de transmettre le conseil à Billoux, Marty ou Grenier au nom de Thorez, de mettre fin à ces déviations gauchistes qui versent de l'eau au moulin de la réaction et des hitlériens »⁴⁶.

Cette prise de position permet de comprendre alors qu'en France, comme ailleurs, le communisme rural fut surtout celui de la défense de la « petite propriété », héritée de combats antérieurs, loin des préoccupations de figures imposées du modèle soviétique liées aux kolkhozes ou sovkhozes; en ce sens une enquête comparative, par pays, mais aussi en fonction des régions et des communautés villageoises pourrait largement compléter cette approche spécifique sur le communisme rural à l'échelle mondiale et fonction de temporalités variées au-delà de la Seconde Guerre mondiale.

JEAN VIGREUX

Université de Bourgogne Franche-Comté / Maison des Sciences de l'Homme,
jean.vigreux@u-bourgogne.fr

⁴⁶ RGASPI 495-109-433 b, p. 41, lettre du 11 mai 1944, de Manouïlsky à Vichinski. Ange Rovere précise qu'il doit s'agir du kolkhoze de Pietra Corbara, village du Cap corse: A. Rovere, *Pour une Corse nouvelle: la stratégie du PCF à la Libération (1943-1945)*, in "Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes", XII, 1983, p. 67.

